

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Date de Publication : 31/08/2017

N° : 2017/40

Les Délibérations
Conseil du 15 mai 2017

ORDRE DU JOUR

✓ Approbation des rapports présentés au Conseil de Territoire

CT4/150517/1 - Convention d'objectifs avec l'Université de Provence et attribution d'une subvention

CT4/150517/2 - Convention d'objectifs avec l'ADEF et attribution d'une subvention pour l'année 2017

CT4/150517/3 - Convention d'objectifs avec l'Association des Céramistes et Santonniers du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et attribution d'une subvention pour l'année 2017

CT4/150517/4 - Attribution d'une subvention à l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Côte Provençale – Atelier Bleu du Cap de l'Aigle dans le cadre de la fiche action E 3.4 du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune

CT4/150517/ 5- Programme de travail 2017 avec l'AGAM

✓ Avis sur les rapports présentés aux organes délibérants de la Métropole

CT4/150517/6 – Approbation d'une convention d'intervention dans le cadre de l'opération « Les Nouveaux Paluds » sur la zone industrielle des Paluds avec la ville d'Aubagne

CT4/150517/7 - Mise en place d'un système de vidéoprotection au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/8 - Avenant n° 2 au traité de gestion du service d'assainissement du 5 mars 2014 portant nouveau règlement de service d'assainissement non collectif

CT4/150517/9 - Approbation des tarifs et règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2017

CT4/150517/10 - Approbation de l'avenant n° 1 au contrat d'Obligation de Service Public de la RDT 13 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence

CT4/150517/11 - Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole

CT4/150517/12 - Approbation de la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales

CT4/150517/13 – Approbation de la grille tarifaire des inscriptions et activités pour la rentrée 2017/2018 d'Université du Temps Libre (UTL) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/14 - Approbation de la grille tarifaire des sorties à la journée période 2017/2018 de Université du Temps Libre (UTL) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/15 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/16 - Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des Comptes Administratif de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/17 – Budget Etat Spécial de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Compte de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/18 – Budget Etat Spécial de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Compte Administratif de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

CT4/150517/1

**Sur le rapport de Véronique MIQUELLY
Convention d'objectifs avec l'Université de
Provence et attribution d'une subvention**

Le Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU, littéraire option A ou scientifique option B), est un diplôme national équivalent au baccalauréat. Son obtention donne les mêmes droits que ceux des bacheliers.

Dispensé dans les locaux de « l'Université », 9 Boulevard Lakanal à Aubagne en cours du soir, cette formation est ouverte aux salariés, aux demandeurs d'emploi et aux bénéficiaires du RSA.

En moyenne, une vingtaine de stagiaires par an, ont pu, grâce à ce dispositif, obtenir un diplôme équivalent au baccalauréat et très souvent évoluer professionnellement grâce à ce nouveau départ.

Cette année, 17 stagiaires ont obtenu le diplôme d'accès aux études universitaires.

Comme l'an dernier, la prise en charge de cette action de formation sera un financement forfaitaire qui évoluera en fonction de la situation sociale des formé(e)s.

Il est proposé d'attribuer, au titre de l'année 2016-2017, une subvention à Aix-Marseille Université, d'un montant de 6.000 euros (six mille euros) ajouté d'une quote part dont les modalités de versement sont définies dans la convention ci-annexée.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Vouloir favoriser l'accès aux études supérieures aux demandeurs d'emploi du Territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 6 000 euros (six mille euros) ajouté d'une quote part définie à l'article 3.4 de la convention y afférente, au titre de l'année 2017 à l'Université de Provence.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention d'objectifs ainsi que tous les documents y afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/150517/2

**Sur le rapport d'Alain GREGOIRE
Convention d'objectifs avec l'Association
Départementale d'Etudes et de Formation
(ADEF) et attribution d'une subvention pour
l'année 2017**

L'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF) a pour objet la formation qualifiante des salariés et demandeurs d'emploi. A ce titre, elle œuvre dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté et en recherche d'emploi.

Cette association, organisme de formation, implantée sur le Territoire de la Communauté depuis 1989, propose et met en œuvre des actions pédagogiques qualifiantes, dans le cadre de son école de la céramique. Le rayonnement de cette école va bien au-delà du Territoire, et contribue ainsi à l'image du pôle

de la céramique du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Il est donc proposé d'accorder une aide à cette association sous la forme d'une subvention globale d'un montant de 45 000 euros (quarante-cinq mille euros), conformément aux conditions et modalités définies dans la convention d'objectifs.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la filière argile est une activité emblématique et d'avenir du Territoire ;
- Qu'il apparaît indispensable d'accompagner les structures liées à cette activité ;
- Que la formation professionnelle est un véritable enjeu.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 45 000 euros (quarante-cinq mille euros) au titre de l'année 2017 à l'Association Départementale d'Etudes et de Formation (ADEF).

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer tous les actes y afférent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/150517/3

**Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Convention d'objectifs avec l'Association
des Céramistes et Santonniers du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile et attribution d'une
subvention**

L'association des céramistes et santonniers du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est l'organe représentatif des professionnels de la céramique et du santon. A ce titre, elle est l'interlocutrice privilégiée du service de l'argile dans l'ensemble de ses activités, mobilisant les professionnels, favorisant leur participation, diffusant l'information et prenant à son compte certaines actions.

Il est proposé d'accorder une aide à cette association sous la forme d'une subvention globale d'un montant de 13.000 euros (treize mille euros), conformément aux conditions et modalités définies dans la convention d'objectifs.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
-

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

- La céramique et le santon sont des marqueurs identitaires du Territoire ;
- Qu'il est indispensable de permettre à cette association de remplir pleinement son rôle ;
- La dynamique de partenariat ainsi développée participe au développement de nouvelles activités.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention octroyant une subvention d'un montant de 13.000 euros (treize mille euros) au titre de l'année 2017 à l'association des Céramistes et Santonniers du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention ainsi que tous les actes y afférent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/150517/4

Sur le rapport de Danièle GARCIA

Attribution d'une subvention à l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement CPIE Côte Provençale – Atelier Bleu du Cap de l'Aigle – dans le cadre de la fiche action E 3.4 du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune

L'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Côte Provençale a présenté un programme d'animation dans les établissements scolaires primaires du territoire du Bassin Versant de l'Huveaune de « Sensibilisation au développement durable sur le thème de l'eau » pour les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018.

Ce programme s'inscrit dans le cadre du contrat de rivière du bassin versant de l'Huveaune – fiche action E 3.4 « Gestion locale concertée et valorisation du bassin versant ». L'association CPIE Côte Provençale a ainsi proposé un parcours d'éducation sur l'environnement sur l'eau, pour 25 classes de primaires du territoire (20 classes sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 5 classes sur la ville de Marseille).

Au travers d'animations interactives, d'expérimentations scientifiques, de manipulations pratiques, les scolaires découvriront et étudieront les enjeux liés à l'eau de leur territoire, appréhenderont les problématiques mondiales et se responsabiliseront quant à leurs gestes et comportements au quotidien vis-à-vis de la ressource en eau. Une attention particulière sera portée à faire découvrir les acteurs de l'eau du territoire, en les associant aux parcours, soit dans le cadre d'interventions en classe, soit de rencontres ou de visites sur leurs sites d'interventions (Fédération de pêche, associations environnementales et patrimoniales, gestionnaires de l'eau...).

Le parcours pédagogique proposé aux enseignants sera composé chacun de 4 séances en classe d'une demi-journée, d'une séance de préparation de la Fête de l'Huveaune et d'une visite d'une journée, soit 7 demi-journées par classe.

Afin de soutenir ce programme d'action de sensibilisation au développement durable et la tenue des objectifs définis au sein du contrat de rivière Bassin Versant, il est proposé de participer au projet d'animation sur les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 tel que présenté par le CPIE Côte Provençale par le biais d'une subvention d'un montant de 15.000 € pour l'année 2017.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La volonté de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de soutenir les actions d'éducation au développement durable auprès des scolaires du territoire ;
- Les engagements pris dans le cadre du contrat de rivière Bassin Versant.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention ci-annexée.

Article 2 :

D'autoriser Madame la Présidente à signer la convention couvrant les années scolaires 2016/2017 et 2017/2018 ainsi que tous les documents y afférent et d'inscrire la somme de 15 000 euros au budget correspondant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/150517/5

**Sur le rapport de Jeannine LEVASSEUR
Programme de travail 2017 avec l'AGAM**

Par délibération du 15 mai 2002, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a adhéré à l'Agam en qualité de membre titulaire. Le partenariat ainsi établi a permis de conduire des actions de réflexions relatives à l'aménagement et au devenir du territoire. Cette relation perdure avec la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la convention qu'il est proposé d'approuver a pour but, dans ce cadre de fixer le programme de travail 2017. Ce

programme s'articule autour des thématiques essentielles suivantes :

- Définitions des orientations stratégiques de développement du territoire, dans le cadre de l'élaboration du SCOT métropolitain ;
- Accompagnement des projets structurants du pôle urbain central ;
- Assistance pour l'élaboration du PLU de la Penne-sur-Huveaune ;
- L'observation de la réalisation de logements.

Au vu de qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 15 mai 2002.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention avec l'AGAM relative au programme de travail 2017.

Article 2 :

D'autoriser la Présidente à signer cette convention ainsi que tous actes s'y rapportant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/150517/6

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Convention d'intervention dans le cadre de l'opération « Les Nouveaux Paluds » sur la zone industrielle des Paluds avec la ville d'Aubagne

Dans le cadre l'opération de requalification de la zone industrielle des Paluds dénommée « Les Nouveaux Paluds », la Métropole Aix-Marseille-Provence est amenée à intervenir sur la voirie communale de la zone industrielle des Paluds, pour l'amélioration de la performance économique de la zone et la réalisation d'itinéraires modes actifs.

Or, la compétence voirie étant sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, spécifiquement dévolue aux communes du Territoire, y compris dans les zones d'activité économique, seules ces dernières sont juridiquement responsables et gestionnaires des voies communales.

Il apparaît donc opportun que la commune d'Aubagne accorde une permission de voirie pour la réalisation de travaux spécifiques dans le cadre de l'opération « Les Nouveaux Paluds ».

Pour ce faire il est proposé au Conseil de Territoire d'approuver la convention annexée à la présente délibération, encadrant les interventions de la Métropole en la matière, et déterminant le rôle de chaque interlocuteur (commune, Métropole, entreprises de travaux).

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017.

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'engagement pluriannuel de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'opération dénommée « Les Nouveaux Paluds » ;
- L'enjeu économique majeur constitué par la requalification de la principale zone d'activité du Territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable pour la signature de la convention d'intervention dans le cadre de l'opération « Les Nouveaux Paluds » sur la zone industrielle des Paluds avec la ville d'Aubagne.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/7

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Mise en place d'un système de vidéoprotection au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a inauguré son bâtiment le 3 janvier 2017 suite à une réhabilitation de l'ancien bâti.

Dans ce cadre-là et au vu de vols et d'intrusion survenus sur le siège et parking du siège du Conseil de Territoire, il est décidé de mettre en œuvre un programme de vidéoprotection.

L'objectif principal étant de renforcer les moyens du Conseil de Territoire a assuré la sécurité publique du personnel et visiteurs ainsi que des biens.

Ce programme se traduit par l'installation de caméras vidéo situées sur le parking et sur les entrées principales du bâtiment aux normes et obligations préfectorales.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Sécurité Intérieure ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessité de protection des bâtiments et installations publics et leurs abords ;
- La nécessité d'assurer la sécurité des personnes et des biens du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la mise en place d'un système de vidéoprotection au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

AVIS FAVORABLE

**11 contres : Daniel Fontaine,
Magali Giovannangeli, Denis Grandjean,
Muriel Henry, Hélène Lunetta, Monique
Ravel, Sylvie Fanego, Maurice Capel,
Antoine Di Ciccio, Patrick Pin,
Christiane Petetin**

CT4/150517/8

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY

Avenant n° 2 au traité de gestion du service d'assainissement du 5 mars 2014 portant nouveau règlement de service d'assainissement non collectif

Il appartient au Conseil de Territoire de donner un avis sur les décisions soumises en Conseil de la Métropole portant modifications apportées aux éléments des traités de gestion du service d'assainissement y compris passés en *In House* en application des dispositions combinées des articles L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et des dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession article 55 et les articles 36 et 37 décret n° 2016-86 du 1^{er} février 2016.

Par contrat en date du 5 mars 2014 visé en Préfecture des Bouches-du-Rhône le 13 mars 2014, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confiée à sa S.P.L "L'Eau des Collines", dont elle est actionnaire, l'exploitation de la gestion du service de collecte et de transport des eaux usées des communes de l'Etoile : Cadolive, Saint-Savournin, Peypin, La Bouilladisse, Belcodène, La Destrousse; la gestion du service d'assainissement non collectif sur le périmètre intercommunal ainsi que le contrôle des contrats de DSP en cours sur le périmètre de la société.

Parallèlement, les lois n°2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, ont créé notre Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 qui se substitue dans les droits et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. A cette date, l'exécution du contrat est donc poursuivie par la Métropole.

A ce jour, il s'avère nécessaire suite aux évolutions réglementaires notamment consécutives à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, mais également, eu égard à l'intégration de bonnes pratiques telle qu'issues de l'ATANC PACA de modifier le règlement de service applicable sur le Territoire.

Pour ces raisons, il est convenu, de substituer au règlement de service précédant le nouveau règlement de service qui par ailleurs acte de la substitution de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ainsi, compte tenu du Conseil d'Administration de la SPL L'eau des Collines du 22 février 2017, il est proposé l'adoption de ce nouveau règlement de service.

Le présent avenant a pour objet de concrétiser cette adoption qui n'opère aucune modification substantielle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les dispositions de l'article L. 5217-2 – 5° du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les dispositions de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession article 55 et les articles 36 et 37 du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ;
- Le PV du Conseil d'administration de la SPL l'eau des Collines du 22 février 2017 ;
- Les dispositions de la partie III du contrat portant gestion délégué du service public d'assainissement collectif des communes de Cadolive, de Saint-Savournin, de Peypin, de La Bouilladisse, de Belcodène et de La Destrousse, et du service d'assainissement non collectif sur l'ensemble de l'Ex-Communauté

d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et aussi l'annexe 4 ;

- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017.

Ouï le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'avenant n° 2 et à l'adoption du nouveau règlement de service d'assainissement non collectif du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/9

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Approbation des tarifs et règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2017

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération du 15 décembre 2016 le transfert de compétence de transport interurbain du Département des Bouches-du-Rhône, à compter du 1 janvier 2017.

La Métropole devient donc sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- Transport routier de personnes non urbain ;
- Transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L1231-2 du Code des transports et dans les conditions réglées par son décret ;
- Transport scolaire au titre de l'article L311-8 du Code des Transports.

Dix mille élèves seront pris en charge par la Métropole.

Le règlement des transports scolaires interurbain métropolitain pour la rentrée scolaire 2017-2018, joint en annexe, a été mis à jour. De manière inchangée, la carte scolaire « ticket treize » sera valable toute l'année scolaire 2017 2018, les frais d'inscription resteront fixés à 10 euros pour tous les élèves, boursiers ou non, pour toute inscription

effectuée avant cette date. Toutefois, ces frais seront portés à 30 euros entre le 1^{er} août et le 30 septembre, puis à 50 euros après cette date.

Le montant des indemnités kilométriques versées aux familles qui ne peuvent utiliser un transport collectif restera fixé à 0,12 euro par kilomètre.

La Métropole a pour objectif de maintenir le niveau de services assurés aux usagers.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports et notamment l'article L311-8 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver les tarifs et le règlement des transports scolaires applicables.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'approbation des tarifs et règlement des transports scolaires applicables pour l'année 2017.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/10

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Approbation de l'avenant n° 1 au contrat d'Obligation de Service Public de la RDT13 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence

Par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, le contrat d'Obligation de Service Public de la RDT 13 a été approuvé.

Par son chapitre 5 relatif aux prestations de transport ferroviaire, le contrat définissait les modalités de prise en charge de la traction ferroviaire des déchets ménagers des centres de transfert marseillais vers le centre de traitement multifilières de Fos-sur- Mer.

De plus, le contrat prévoyait la possibilité de confier à la Régie la gestion du parc de wagons et de caissons et les prestations de chargement associées.

En effet, cette chaîne logistique est aujourd'hui assurée dans le cadre de marchés publics :

- un marché pour la location des wagons et caissons
- un marché pour la gestion du Centre de Transfert Sud (La Capelette)
- un marché pour la gestion du Centre de Transfert Nord (Les Aygaldes)

L'ensemble de ces prestations concourt donc au transfert par voie ferroviaire de 370 000 tonnes d'ordures ménagères produites sur le territoire de Marseille Provence jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer où elles sont valorisées.

La prise en charge de la globalité de ces missions par RDT 13, sans aucune modification du volume de déchets transportés

et des modalités opérationnelles, permettra des économies d'échelle substantielles.

Au terme du processus en 2020, le coût global du transport de ces déchets passera de 11,1 millions d'Euros TTC par an à 8,6 millions d'euros TTC par an soit une économie de 20%.

Le présent avenant doit donc définir les modalités techniques de l'attribution à RDT 13 de ces deux nouvelles missions :

- mise à disposition des wagons et caissons,
- gestion des centres de transfert Sud et Nord.

Par ailleurs, l'avenant doit modifier au 1^{er} septembre 2017, les conditions d'organisation des circuits de transport pour les scolaires sur la Côte Bleue, Châteauneuf-Les-Martigues, Gignac-La-Nerthe et Marignane, ce qui générera une économie de 130 000 euros HT par an.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 relatif au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de services de transport public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'approbation de l'avenant n° 1 au contrat d'Obligation de Service Public de la RDT13 avec la Métropole Aix-Marseille-Provence.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/11

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole

L'article L1231-1 du Code des Transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial, est chargée de l'organisation du transport scolaire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.

Il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaire sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

La plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'AO2 pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité.

Or, dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention d'autorité organisatrice de second rang unique conclue entre la Métropole et l'ensemble des communes la composant (à l'exception de Marseille et d'Aix-en-Provence, le transport des élèves étant exclusivement assuré par les réseaux urbains).

Dans ce cadre, les communes qui étaient les relais du Département seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire certains dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Cette convention devrait être exécutoire à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'article L1231-1 du Code des Transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial est chargée de l'organisation du transport scolaire ;
- Que la nouvelle convention d'AO2 sera exécutoire à compter de la prochaine rentrée scolaire ;
- Que cette convention n'induit aucune incidence financière ;
- Que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2017 sur son ressort territorial.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/12

Sur le rapport de Pierre COULOMB

Approbation de la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône :

- A la Métropole Aix-Marseille-Provence :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier de personnes demeurant interurbains et scolaires intégralement inclus dans le ressort territorial de la Métropole;
 - Pour les services de transport routier ou guidé de personnes, urbains au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L.1231-2 du Code des Transports.
- A la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :
 - Au 1er janvier 2017, pour les services de transport routier non urbains et scolaires non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
 - Au 1er septembre 2017, pour le transport scolaire non inclus dans le ressort territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Département conserve sa compétence en matière de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

Dans le cadre du transfert de compétence, le marché de « gestion de la billetterie du département hors gare routière d'Aix et Marseille » a été repris intégralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2017. Dans la mesure où le contrat n'a pas été scindé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les deux institutions ont délibéré, respectivement les 15 et 16 décembre 2016, une convention de mandat pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes de transport régionales.

Cette convention, d'une durée de deux ans, prévoyait initialement la passation d'un avenant pour préciser les modalités de calcul de recettes à reverser à la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur.

Par ailleurs, dans le cadre du transfert de compétence, la Métropole Aix-Marseille-Provence a vocation à assurer la gestion du site internet de vente, grâce auquel sont vendus les abonnements aux services de transport scolaires. En effet, les usagers utilisent des lignes de compétence anciennement départementale qui relèvent désormais de la responsabilité de la Métropole, de la Région et de la Communauté d'Agglomération Terre de Provence. Il est nécessaire d'être en mesure de percevoir ces recettes à compter du mois de juillet 2017, date d'ouverture des ventes pour les abonnements scolaires de l'année 2017-2018.

Or, les conditions de collecte et reversement de ces recettes scolaires ne sont pas prévues dans la convention de mandat liant la Région et la Métropole.

Dans la mesure où la Région n'a pas encore développé ses propres modalités de perception des recettes scolaires, il est proposé que la Métropole perçoive, au nom et pour le compte de cette dernière, les recettes liées à la vente des titres scolaires du réseau de transport régional. La Métropole Aix-Marseille-Provence procèdera au reversement des fonds issus des recettes scolaires des lignes de transport gérées par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Il est donc proposé de conclure une nouvelle convention de mandat, qui annule et remplace la précédente, plus restrictive. Le terme de cette convention est prévu au 31 décembre 2018.

Cette nouvelle convention de mandat a donc vocation à permettre à la Métropole d'encaisser et de reverser l'ensemble des recettes des lignes régionales, quelle que soit leur nature et précise leurs modalités de reversement. La convention précise également les conditions, non explicitées dans la convention initiale, de recours à la prestation d'animation marketing et commerciale sur le réseau au profit de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de

mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-8, L. 5217-2 ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 009-1384/16/CM du 15 décembre 2016 ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 15 mai 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adopter la convention de mandat entre la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à l'approbation de la convention de mandat entre la Région Provence Alpes Côte-d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'encaissement et le reversement des recettes des lignes régionales.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/13

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Approbation de la grille tarifaire des inscriptions et activités pour la rentrée 2017/2018 de l'Université du temps Libre (UTL) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 27 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 960 adhérents à la rentrée 2016 /2017, soit 1% de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2017 /2018 au mois de juillet des « anciens » adhérents puis en septembre des « nouveaux », il est nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Afin d'étendre son rayonnement autour du territoire, l'UTL propose à nouveau à la rentrée 2017/2018 aux communes limitrophes hors

Pays d'Aubagne et de l'Etoile de devenir « Partenaire » et de faire bénéficier leurs habitants du tarif préférentiel de l'UTL.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les tarifs proposés dans le cadre des inscriptions à ces différentes activités sont fixés annuellement ;
- Que les tarifs restent identiques à ceux de l'année 2016/2017.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable aux barèmes suivants afin de pouvoir procéder aux inscriptions de la rentrée 2017/2018 qui interviendront dès le mois de juillet pour les anciens adhérents et en septembre pour les nouveaux adhérents :

1 - ADHESION ANNUELLE

Tarif « Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant le territoire et les villes Partenaires de l'UTL	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	190 Euros
Tarif « Hors Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile » pour les personnes habitant les autres communes	
Cotisation donnant droit à deux activités au choix dans la limite des places disponibles et l'accès à toutes les conférences	230 Euros
Possibilité de s'inscrire à des activités supplémentaires « atelier, séminaire, sortie et stage » dans la limite des places disponibles	
Par atelier, séminaire supplémentaire	42 Euros
Par thématique de sortie supplémentaire (archéologie/patrimoine, culture et découvertes, sciences naturelles, randonnées)	42 Euros
Par stage supplémentaire	32 Euros

2 – CONFERENCES

Pour les personnes non adhérentes et désirant assister aux conférences

Chéquier conférences	18 Euros les 5 tickets
Ticket à l'unité	4 Euros

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/14

**Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Approbation de la grille tarifaire des sorties
à la journée période 2017/2018 de
l'Université du temps Libre (UTL) sur le
Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

L'Université du Temps Libre (UTL) créée en 1995 par la ville d'Aubagne a intégré ses activités aux compétences du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL propose tout au long de l'année un catalogue de plus de 27 activités (ateliers, séminaires, sorties, stages) et un cycle de 70 conférences de septembre à juin. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage dans un esprit d'ouverture et de convivialité.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 960 adhérents à la rentrée 2016/2017, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors Territoire & villes partenaires).

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et de fixer les barèmes pour la période 2017/2018.

Plus de 650 adhérents sont inscrits dans les 4 thématiques de sorties proposées à l'UTL : Archéologie/ Patrimoine, Culture & découvertes, Sciences naturelles et Randonnées. Ce sont 11 à 13 cars de 25 à 50 personnes qui partent en sorties chaque mois.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties de l'Université du Temps Libre ; seuls les tarifs sur une base de 31 à 50 participants par bus n'ayant pas été augmentés depuis 2012/2013 nécessitent une indexation liée à l'augmentation des transports, les autres tarifs restent inchangés.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable aux barèmes suivants afin de pouvoir procéder aux inscriptions de la rentrée 2017 / 2018 qui interviendront dès le mois de juillet pour les anciens adhérents et en septembre pour les nouveaux adhérents :

Transports (dans un rayon de kms) Sur une base de 31 à 50 participants par bus	
Jusqu'à 50 kms	12 euros
De 50 à 150 kms	15 euros
De 150 à 250 kms	17 euros
De 250 à 400 kms	20 euros
Transports (dans un rayon de kms) Sur une base de 25 à 30 participants par bus	
Jusqu'à 50 kms	18 euros
De 50 à 150 kms	21 euros
De 150 à 250 kms	24 euros
De 250 à 400 kms	27 euros
<i>Dans le cadre de sorties avec découverte de musées, sites, parcs nationaux, fondations etc..., les tarifs suivants viendront s'ajouter aux tarifs transports.</i>	
1 ^{er} tarif	3 euros
2 ^{ème} tarif	5 euros
3 ^{ème} tarif	7 euros
4 ^{ème} tarif	10 euros
5 ^{ème} tarif	12 euros
6 ^{ème} tarif	15 euros
7 ^{ème} tarif	18 euros

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/15

Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

Après s'être fait présenter les Budgets Primitifs, et les décisions modificatives de l'exercice

considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, les comptes de gestion dressés par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer.

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Statuant sur l'exécution des budgets de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le CGCT (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- La saisine du Conseil de la Métropole

en date du 2 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable aux résultats de clôture de l'exercice 2016 des comptes de gestion des budgets annexes du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, comme suit :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section d'investissement	+ 1 438 145,22 €
Section de	+ 2 285 014,29 €
fonctionnement	+ 3 723 159,51 €
Solde	

BUDGET ANNEXE REGIE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES

Section d'investissement	- 202 889,86 €
Section de	+ 500 287,53 €
fonctionnement	+ 297 397,67 €
Solde	

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT

Section d'investissement	+ 293 496,77 €
Section de	+ 7 210,66 €
fonctionnement	+ 300 707,43 €
Solde	

BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO, VENTE DE PRODUITS DERIVES

Section d'investissement	0,00 €
Section de	+ 94 300,72 €
fonctionnement	+ 94 300,72 €
Solde	

BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR URBAIN

Section d'investissement	- 86 414,52 €
Section de	+ 15 601,71 €
fonctionnement	- 70 812,81 €
Solde	

Article 2 :

D'adopter et de déclarer que le compte de gestion des budgets annexes des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressé par le Receveur pour l'exercice 2016, visé et certifié conforme par l'Ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/16

**Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Budgets annexes de la Métropole Aix-
Marseille-Provence – Adoption des
Comptes Administratifs de l'exercice 2016
du Territoire du Pays d'Aubagne et de
l'Etoile**

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les comptes de gestion de la Recette des Finances de Marseille Municipale sont identiques à ceux constatés dans les comptes administratifs correspondants de l'exercice 2016 pour les budgets annexes de l'assainissement, de la régie du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le CGCT (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- Les Budgets Primitifs, les Décisions Modificatives n° 1 pour les budgets annexes des services de l'Assainissement, du réseau de Chaleur urbain, et de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés) relatifs à l'exercice 2016 ;
- La saisine du Conseil de la Métropole en date du 2 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable aux résultats de clôture de l'exercice 2016 des comptes administratifs des budgets annexes, comme suit :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT
SOLDE CREDITEUR : 3 723 159,51 €

**BUDGET ANNEXE DU TRAITEMENT DES
ORDURES MENAGERES**
SOLDE CREDITEUR : 297 397,67 €

BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT
SOLDE CREDITEUR : 300 707,43 €

**BUDGET ANNEXE EXPOSITION PICASSO
(VENTE DE PRODUITS DERIVES)**
SOLDE CREDITEUR 94 300,72 €

**BUDGET ANNEXE RESEAU DE CHALEUR
URBAIN**
SOLDE DEBITEUR : 70 812,81€

Article 2 :

De donner acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de l'exercice 2016, documents annexés à la présente délibération et comportant les Comptes Administratifs des Budgets Annexes des services de l'assainissement, du traitement des ordures ménagères, de l'aménagement, de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), et du réseau de chaleur urbain.

Article 3 :

De constater, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de	4 711 158,11 euros
Reprise des résultats antérieurs	
+ 5 197 597,29 euros	
En dépenses de	6 185 595,89 euros
Solde	+ 3 723 159,51 euros

Article 4 :

De constater, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de traitement des ordures ménagères, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de	290 474,96 euros
Reprise des résultats antérieurs	
+ 303 992,94 euros	
En dépenses de	297 070,23 euros
Solde	+ 297 397,67 euros

Article 5 :

De constater, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'Aménagement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de	1 729 658,49 euros
Reprise des résultats antérieurs	
- 179 490,58 euros	
En dépenses de	1 249 460,48 euros
Solde	+ 300 707,43 euros

Article 6 :

De constater, pour le Compte Administratif du Budget Annexe de l'exposition Picasso (vente de produits dérivés), un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de	0,00 euros
Reprise des résultats antérieurs	
+ 94 300,72 euros	
En dépenses de	0,00 euros
Solde	+ 94 300,72 euros

Article 7 :

De constater, pour le Compte Administratif Budget Annexe du Réseau de Chaleur Urbain, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de	721 503,77 euros
Reprise des résultats antérieurs	
- 324 815,57 euros	
En dépenses de	467 501,01 euros
Solde	- 70 812,81 euros

Article 8 :

De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

Article 9 :

De reconnaître l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2016 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2016.

AVIS FAVORABLE

**11 abstentions : Daniel Fontaine,
Magali Giovannangeli, Denis Grandjean,
Muriel Henry, Hélène Lunetta,
Monique Ravel, Sylvie Fanego, Maurice
Capel, Antoine Di Ciaccio, Patrick Pin,
Christiane Petetin**

CT4/150517/17

**Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Budgets Etat Spécial de Territoire de la
Métropole Aix-Marseille-Provence –
Adoption du Compte de Gestion de
l'exercice 2016 du Territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile**

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires.

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le CGCT (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26

août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable aux résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion de l'EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, qui n'appellent ni observation, ni réserve de la part du Receveur, comme suit :

ETAT SPECIAL DE TERRITOIRE

Section d'investissement 0,00 €
Section de fonctionnement 0,00 €
Solde 0,00 €.

AVIS FAVORABLE

CT4/150517/18

**Sur le rapport de Sylvia BARTHELEMY
Budgets Etat Spécial de Territoire de la
Métropole Aix-Marseille-Provence –
Adoption du Compte Administratifs de
l'exercice 2016 du Territoire du Pays
d'Aubagne et de l'Etoile**

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2016 pour ce budget de l'Etat spécial de Territoire.

Au vu de ce qui précède, Madame la Présidente propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le CGCT (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable aux résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte Administratif de l'Etat spécial de Territoire, comme suit :

BUDGET DE L'ETAT SPECIAL DE TERRITOIRE

SOLDE CREDITEUR : 0,00 €

Pour un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2016 :

En recettes de 18.551.370,21 euros
Reprise des résultats antérieurs **0,00 euros**
En dépenses de 18.551.370,21 euros
Solde 0,00 euros

AVIS FAVORABLE

**11 abstentions : Daniel Fontaine,
Magali Giovannangeli, Denis Grandjean,
Muriel Henry, Hélène Lunetta,
Monique Ravel, Sylvie Fanego,
Maurice Capel, Antoine Di Ciaccio,
Patrick Pin, Christiane Petetin**